



Compte rendu du débat D'ETHIC

Mardi 24 octobre



GEOFFROY ROUX DE BÉZIEUX

Comme à son habitude, Maître Jean-Vasken Alyanakian présente l'invité du jour. Geoffroy Roux de Bézieux, nouveau Président du Medef allierait « courage, cran et audace », un libéral convaincu et entrepreneur hors-pair.

Sophie de Menthon, Présidente du Mouvement ETHIC, rappelle que lors de la primaire des candidats du MEDEF organisée par le mouvement, les adhérents avaient déjà plébiscité Geoffroy Roux de Bézieux comme leur candidat.

Trois éléments lui sont fondamentaux : le respect de la parité, la simplification du système interne du Medef et la création de trois commissions incarnant les enjeux d'actualité; la transition écologique, les nouvelles responsabilités de l'entreprise et les mutations technologiques.

Il reviendra ensuite sur plusieurs enjeux :

Le lobbying - Il considère qu'il existe une vision très française de l'intérêt général, qui serait seulement incarné par la puissance publique. Selon lui, un lobbyiste est quelqu'un qui défend un groupe d'entreprises dans le but de faire progresser l'intérêt général ; et donc peut l'incarner au même titre que la puissance publique.

« Ce sera la raison d'être du MEDEF et la mienne pour les cinq prochaines années à venir. »

Le paritarisme - Il avoue ne plus croire en ce qui faisait consensus en 1945 car il n'est plus possible de négocier au niveau national pour les entreprises, le paysage de l'économie s'étant profondément diversifié. Par ailleurs, il reconnaît que les organisations syndicales ont un rôle à jouer au niveau national car certains sujets communs à toutes les entreprises persistent et doivent être débattus ; comme la numérisation, l'intelligence artificielle. Il souhaite aussi que soit refondé le système de financement des organisations syndicales et patronales

« Il faut davantage d'adhérents et des adhérents qui payent ».

La fiscalité – Le problème réside dans le côté statique de la projection alors même que l'économie fluctue.

« Pour Bercy, une assiette est une assiette fixe ».

L'assurance chômage – Selon lui, l'efficacité n'est pas optimale pour réduire le chômage puisqu'il existe des mécanismes qui n'incitent pas à la reprise de l'emploi, et qui agissent d'autant plus violemment que la tension sur le marché du travail est forte. La faible mobilité des français (« pas à plus de 15 km de chez moi ») en est un exemple. Il veut imaginer un cocktail intelligent qui permettrait une efficacité maximale de retour à l'emploi. Pour cela, il préconise d'intégrer une référence à la conjoncture économique : le système serait plus souple lorsqu'il est difficile de trouver un emploi, et inversement. Aussi, il souhaite acter la séparation entre solidarité et assurance de remplacement.

Le Bonus / Malus - Les métiers au sein d'un même domaine sont très différents. Il prend pour exemple la restauration et les différences qui existent entre la restauration traiteur, qui utilise des contrats courts et la restauration collective, secteur qui connaît une stabilité de l'emploi. L'idée du bonus/malus n'est pas bonne car selon lui, les comportements ne changeront pas pour autant et ne généreront pas plus d'embauches.

Les dépenses publiques – L'absence de management dans le service public est selon lui responsable du manque de performance, alors même que le niveau de dépenses publiques est très élevé. Il rejoint en cela le Mouvement ETHIC qui a rédigé un livret de préconisations pour réduire les dépenses de l'État.

Il y voit l'**angle mort** de ce gouvernement, nos impôts étant les plus hauts d'Europe mais entraînent dans le même temps la profusion de niches fiscales.

« Les systèmes sont illisibles, s'accumulent et nuisent au consentement de l'impôt. »



La vente d'armes – A la question de Sophie de Menthon, « Faut-il sacrifier certaines entreprises par patriotisme politique et éthique ? ». Il répondra de façon pragmatique. D'abord, il considère que cela est la décision du chef de l'État... Ensuite, il rappelle Montesquieu selon lequel le commerce adoucit les mœurs.

« Si l'on ne faisait du commerce qu'entre démocraties, on ne ferait presque plus de commerce ! »

Questions de la salle

• **Léonidas Kalogeropoulos**, Président de Médiation & Arguments : *Comment prendre véritablement part à la réforme numérique ?*

Il perçoit la fin de la mondialisation heureuse depuis l'arrivée du nouveau président américain et de sa politique protectionniste. Sa réponse est majoritairement européenne, par le besoin d'une Europe qui protège mieux ses intérêts et qui abaisse l'ensemble des entraves pour augmenter les échanges. Il considère qu'aujourd'hui nous avons un problème dans le monde de la technologie, du fait notamment de la création de monopoles puissants.

« La messe n'est pas dite : Facebook perd des abonnés, il est absolument pas certains que les monopoles seront les mêmes dans vingt ans. »

Cependant, le projet européen n'est pas à la hauteur car ne prend en compte que la taxation du chiffre d'affaire, qui appliqué sur une durée trop longue tend à entraîner la création de niches fiscales.

• **Jean Pierre Rettig**, Associé chez Visconti : *Comment former des entrepreneurs qui deviendront de bons entrepreneurs pour éviter que 80% des nouvelles entreprises meurent ?*

Sa vision de l'écosystème entrepreneurial français est positive, perçu comme fonctionnant bien, aussi bien par la qualité et le talent des entrepreneurs que par les ressources universitaires associées.

« Il nous manque un véritable marché européen ».

Pour en attester, il prend l'exemple de Blabla Car qui subit une réglementation du covoiturage par pays, frein puissant au déploiement de son activité.

• **Frédéric Goldsmith**, Délégué Général UPC : *Est-ce vraiment efficace de fusionner les branches ? Le risque n'est-il pas d'être en dehors des réalités du terrain ?*

Les branches ne signifient plus grand-chose : les salariés vont d'un métier à l'autre et les entreprises ont des multi métiers. Un certain nombre de sociétés ont des conventions collectives qui n'ont rien à voir avec leur cœur de métier. Cette multitude de branches contribue à préserver des niches pour échapper au « trop d'impôts » et dans chaque niche il y a un chien, ce qui empêche les réformes de fond.

« Si on devait écrire un code du travail de toutes pièces, on ne ferait pas de branches. »

Il déplore cet héritage difficile, du salaire minimum et de la législation de la durée du travail, et ne peut que soutenir la réduction du nombre de branches. Il souhaite qu'à l'avenir cette réduction soit orientée vers l'objectif de prendre les avantages des deux branches pour n'en faire plus qu'une.

• **Stéphane Français**, Président de Thomson Computing : *Quelle peut être l'action du MEDEF pour la promotion du small business au niveau européen ?*

Pour répondre et conclure, il donnera une réponse globale sur sa vision de l'UE ; union qui comprend actuellement 27 Etats, sans que tous aient des intérêts communs. Le Medef en est l'exemple puisqu'il travaille majoritairement avec ses homologues allemands et italiens. Il considère enfin que le Brexit pourra être bénéfique à l'union puisque les britanniques ont eu pendant de longues années une stratégie de « diviser pour mieux régner » qui n'aidait en rien l'Europe. La position ferme sur ce point est soutenue par le MEDEF.

